



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

Madame Amélie de MONTCHALIN
Ministre de la Transformation
et de la Fonction publiques
Hôtel de Rothelin-Charolais
101 rue de Grenelle
75700 Paris

PARIS, le 11 février 2021

Objet : Demande d'audience

Madame la Ministre,

Depuis le début de ce quinquennat, le gouvernement conduit une politique salariale qui nuit à l'attractivité de l'emploi public et décourage les agents publics.

Cette politique d'austérité salariale mise en œuvre au nom de la rigueur budgétaire atteint un point d'orgue avec le gel de la valeur du point d'indice ou sa revalorisation inférieure à l'inflation. C'est ainsi que les fonctionnaires ont perdu plus de vingt pour cent de pouvoir d'achat depuis le début des années 2000. Nous considérons qu'il n'y a aucune raison de sacrifier notre pouvoir d'achat à une quelconque vertu budgétaire dont on voit aujourd'hui qu'elle n'est pas intangible.

Pour Force Ouvrière, l'augmentation du traitement dans le temps ne saurait être confondue avec le maintien du pouvoir d'achat des grilles indiciaires induit par l'actualisation de la valeur du point d'indice. Tous les indicateurs macro-économiques qu'affiche la DGAFP (SMPT, RMPP, IB-TGI, etc.) n'y changeront rien : la rémunération des agents publics se dégrade.

Depuis, le 1^{er} janvier 2020, et à nouveau en 2021, l'augmentation mécanique du SMIC a fait passer les premiers échelons de la catégorie C en dessous du salaire minimum malgré une indemnité différentielle qui ne résout pas le problème de fond. Cette tendance déstructure et écrase systématiquement les grilles indiciaires en « smicardisant » et paupérisant les débuts de carrière de chacune des catégories. La reconnaissance des qualifications initiales s'en trouve dévaluée accentuant le sentiment de déclassement généré par l'écart existant entre les diplômes détenus par les entrants et les fonctions exercées.

S'agissant de "*PPCR-Avenir de la Fonction Publique*", le compte n'y est pas. L'allongement des durées de carrière, l'arrêt des réductions d'ancienneté ont autofinancé une revalorisation en trompe-l'œil. L'intégration d'une part insignifiante des primes dans le traitement s'avère, de fait, très insuffisante. De surcroît, les engagements gouvernementaux n'ont pas été tenus car les mesures prévues en 2019 ont été reportées en 2020, et celles de 2020 en 2021.

Des grilles indiciaires notoirement insuffisantes, une dérive des rémunérations accessoires, des freins constants à l'évolution des carrières, des choix erratiques en matière de plans de requalification, ont contraint le gouvernement à engager dans l'urgence des crises sanitaire et sociale les "*Ségur de la Santé*", "*Grenelle de l'Education*", "*Beauvau de la Police*".

.../...

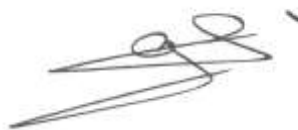
En faut-il plus pour expliquer l'impérieuse nécessité d'ouvrir une véritable négociation sur les rémunérations et les carrières, non pas dans la précipitation mais dans un questionnement des finalités propres à toute politique salariale ?

Dans les prochaines semaines, s'engageront des négociations sur la protection sociale complémentaire avec participation obligatoire des employeurs publics. Force Ouvrière entend y participer activement mais ne saurait voir dans cette mesure une amélioration indirecte du pouvoir d'achat des agents publics sous forme de paquet salarial qui exonérerait de l'amélioration du traitement indiciaire et une refonte des grilles.

Valoriser le service public et rendre l'emploi public attractif exigent des conditions d'emploi et de vie dignes tant pour les actifs que pour les futurs pensionnés. Ce n'est plus le cas.

C'est pourquoi Force Ouvrière sollicite une audience permettant d'aborder l'ensemble de la politique salariale concernant les agents de la Fonction Publique.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'GROLIER', with a stylized flourish at the end.

Christian GROLIER,
Secrétaire Général